



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral autorisant la société FARGES MATERIAUX
ET CARRIERES à poursuivre et à étendre l'exploitation de la
carrière située aux lieux-dits « les Plats et les Combes » à
Lignareix

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 mai 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment les rubriques n° 2510 et 2515 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues à l'article R.516-1 et suivants du code de l'environnement susvisé ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 autorisant l'entreprise FARGES à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « les Plats et les Combes » sur la commune de Lignareix pour une durée de 15 ans ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2015 réglementant, durant de délai de l'instruction de la demande d'autorisation déposée en préfecture le 03 février 2015, l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « les Plats et les Combes » sur la commune de Lignareix, ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 février 2017 attribuant à la société Farges Matériaux et Carrières une autorisation administrative relative à la destruction et la capture-relâcher sur place de spécimens d'Alyte accoucheur (Alytes obstetricans) et de Crapaud calamite (Bufo calamita) dans le cadre de l'exploitation d'une carrière sur la commune de Lignareix ;
VU la demande déposée le 3 février 2015 et complétée en dernier ressort le 2 juillet 2015 en préfecture de la Corrèze par laquelle la société Farges Matériaux et Carrières sollicite la possibilité d'étendre et de poursuivre pour 30 ans l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « les Plats et les Combes » sur le territoire de la commune de Lignareix ;
VU la décision du 18 septembre 2015 du président du tribunal administratif de Limoges portant désignation du commissaire-enquêteur ;
VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 17 novembre au 18 décembre 2015 inclus sur le territoire des communes de Lignareix, Aix, Courteix, Saint-Pardoux-le-Neux, Saint-Pardoux-le-Vieux, Saint-Rémy et Ussel ;
VU l'avis de l'autorité environnementale du 29 octobre 2015 ;
VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
VU la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
VU les plans, renseignements et engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact ;
VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Lignareix, Saint-Rémy et Ussel ;
VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
VU l'avis du commissaire enquêteur ;
VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 27 décembre 2016 ;
VU l'avis formulé par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites lors de sa séance du 25 janvier 2017 au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;
Vu le projet d'arrêté porté le 28 janvier 2017 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les dangers et inconvénients présentés par l'exploitant de la carrière vis-à-vis des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par des prescriptions techniques adéquates ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation fixées par cet arrêté, notamment les mesures à prendre en matière de protection contre la pollution, sont de nature à prévenir les nuisances générées par l'installation vis-à-vis de son milieu environnant ;

CONSIDERANT les prescriptions applicables à la société Farges Matériaux et Carrières concernant les dispositions relatives à la destruction et la capture-relâcher sur place de spécimens d'Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*) et de Crapaud calamite (*Bufo calamita*) dans le cadre de l'exploitation d'une carrière sur la commune de Lignareix ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité et la sécurité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été communiqué au pétitionnaire conformément à la loi ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze ;

ARRETE

TITRE 1 - DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1 - AUTORISATION

La société Farges Matériaux et Carrières dont le siège social est situé au 35, avenue J. Vachal BP n°24 – 19400 – Argentat, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de leptynites et de migmatites et à exploiter une installation de traitement des matériaux, aux lieux-dits « les Plats et les Combes », sur le territoire de la commune de Lignareix.

Les parcelles concernées par l'autorisation, d'une superficie de 248 759 m², sont répertoriées dans le tableau figurant à l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral.

L'autorisation d'exploiter la carrière et l'installation de traitement des matériaux est accordée, sous réserve des droits des tiers, pour une durée de 30 ans à dater de la signature du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, soit une surface totale de 248 759 m².

La durée de l'autorisation d'exploiter inclut la remise en état totale des surfaces autorisées. Toutes les opérations d'extraction de matériaux commercialisables seront achevées au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation.

Cette autorisation, délivrée en application du code de l'environnement, ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur.

Elle cessera de produire effet si la carrière reste inexploitée pendant plus de 2 années consécutives sauf cas de force majeure. Passé ce délai, la reprise de l'activité est subordonnée à une nouvelle autorisation.

Les prescriptions du présent arrêté abrogent et remplacent l'ensemble des prescriptions antérieures prises par arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaire autorisant et réglementant l'exploitation du présent établissement.

La production annuelle de leptynites et de migmatites est de 148 000 t en moyenne et de 250 000 t au maximum.

L'exploitant appliquera l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2017 concernant la destruction et la capture-relâcher sur place de spécimens d'Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*) et de Crapaud calamite (*Bufo calamita*) dans le cadre de l'exploitation de la carrière autorisée par le présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1.2 - RUBRIQUES VISEES

Les activités visées par le présent arrêté sont rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière	Production moyenne 148 000 t/an		sans	sans	248 759 250 000	m ² t/an
2515	1a	A	Installation fixe de traitement des matériaux	Installation fixe	Puissance électrique	550	kW	696	kW
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Stockage aérien	Quantité totale susceptible d'être présente	50	t	<50	t
1435		NC	Station service	Non ouverte au public	volume	Sup à 100	m ³	60	m ³
2920		NC	Installation de compression		Puissance électrique	10 000	kW	7,5	kW

A : autorisation – D : déclaration – NC : non classable

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations classables et non classables de la nomenclature des installations classées présentes sur le site.

Les installations classées sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et aux descriptifs joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux plans annexés (annexe 2) ainsi qu'aux dispositions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 1.3 - DECLARATIONS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qu'ils soient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ou qu'ils aient entraîné la mort ou des blessures graves aux personnes.

Devront être déclarés en particulier :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée, de gaz irritants, toxiques ou odorants,
- tout mouvement de terrain à l'extérieur du périmètre de la carrière pouvant avoir comme origine l'exploitation de ce site,
- toute modification de l'installation, de son mode d'utilisation ou de son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, avec tous les éléments d'appréciation.

De plus, tout fait, incident ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts énumérés à la quatrième partie du code du travail « santé et sécurité au travail » doit sans délai être porté par l'exploitant à la connaissance du l'inspecteur du travail de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et, lorsque la sécurité publique est compromise et qu'il y a péril imminent, à celle du préfet et du maire.

Dès l'achèvement des travaux préliminaires prévus à l'article 1.7, l'exploitant en informera le préfet en lui adressant, en 3 exemplaires, la déclaration de poursuite d'exploitation. Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières (article 1.11 ci-après) ainsi que d'un plan réalisé par un géomètre relatif au bornage du site.

ARTICLE 1.4 - CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, des prélèvements, mesures ou analyses complémentaires (eaux, bruits, vibrations, poussières, etc.) peuvent être demandés à tout moment à l'exploitant par l'inspection des installations classées.

Le coût des contrôles et analyses et de manière générale, des travaux rendus nécessaires pour l'application du présent arrêté, est à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5 - DOSSIER

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant :

- le présent arrêté d'autorisation ainsi que les arrêtés complémentaires ou modificatifs ultérieurs qui s'y rattachent,
- le dossier de demande d'autorisation,

- le plan détaillé de l'exploitation dont la mise à jour annuelle doit être adressée à l'inspection des installations classées et sur lequel seront reportés les parcelles cadastrales, les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs, les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, les bords des excavations et les zones remises en état,
- les résultats des mesures et analyses sur les rejets aqueux, atmosphériques, le bruit, ...,
- les rapports des visites et des vérifications réalisées en interne ou par des intervenants ou organismes externes, et notamment les vérifications des installations électriques, des appareils de levage, des équipements sous pression, et tous contrôles liés à la protection de l'environnement, des tiers ou à la sécurité,
- tous documents établis en application du présent arrêté permettant de vérifier sa bonne application.

ARTICLE 1.6 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS DE SUIVI

Les principaux documents de suivi de l'installation (contrôles à effectuer et documents à transmettre à l'inspection des installations classées) sont repris dans les articles ci-dessous.

1.6.1 Principaux contrôles à effectuer

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 2.5.2.	Niveaux sonores	Dans un délai d'un an puis tous les 3 ans
Article 2.5.5.2	Vibrations	Premier tir puis tous les 2 ans
Article 3.2.1.	Extincteurs et moyens de lutte contre l'incendie	Annuellement

1.6.2 Principaux documents à transmettre

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.3.	Déclaration d'accidents et d'incidents	Dans les meilleurs délais
	Mesures prises pour éviter le renouvellement de l'accident	15 jours
	Déclaration de poursuite d'exploitation	Dès la réalisation des travaux cités à l'article 1.7
	Garanties financières et plan borné par un géomètre	Avant les travaux de reprise d'extraction
Article 2.5.2	Mesures des niveaux sonores	Dans le mois à dater de la réception des analyses par l'exploitant
Article 2.5.5.2	Vibrations	

EXPLOITATION

ARTICLE 1.7 - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

1. Sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux sont installés. Ils portent en caractères apparents les informations relatives à l'identité du titulaire de l'arrêté, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
2. Préalablement à la poursuite de l'exploitation de cette carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer et de conserver des bornes à tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et une borne de nivellement pour vérifier les cotes d'altitude N.G.F.
Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
3. Un merlon est implanté en bordure du ruisseau des Combeaux, face au périmètre d'exploitation, afin d'éviter tout rejet direct des eaux de pluie ruisselant sur les zones de stockages, pistes et chantier dans le cours d'eau. Il est maintenu en bon état durant toute la durée de l'autorisation.
4. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
5. L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger doit être signalé par des pancartes.

ARTICLE 1.8 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation à ciel ouvert comportera les opérations suivantes :

- le défrichage et le décapage des terres de découvertes et des stériles des zones non encore exploitées,
- convoyage de la découverte soit pour comblement d'une fosse d'extraction soit pour la mise en plate-forme,
- l'abattage de la roche à l'explosif,
- le traitement des matériaux dans l'installation prévue à cet effet,

- le stockage des matériaux traités sur les zones dédiées à cet effet,
- la remise en état des terrains coordonnée à l'avancement de l'exploitation.

Les superficies relatives aux occupations des sols sont :

Extraction	94 500 m ²
Unité de traitement – Stockage	36 615 m ²
Stockage des stériles	30 920 m ²
Stockage des produits finis	22 119 m ²
Conservées en l'état, non exploitées	64 605 m ² dont les parcelles 249, 250, 272 et 631
Total	248 759 m ²

1. Installations

La carrière comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisée de la façon suivante :

- un pont-bascule,
- un local avec poste d'accueil du pont-bascule, un poste de commande des installations fixes et un réfectoire pour les employés,
- un parking pour les véhicules légers à proximité du local,
- les installations fixes de traitements des matériaux,
- une installation de lavage des sables,
- une aire de stockage d'hydrocarbures (GNR) et huiles.

2. Le défrichage

Limité aux besoins et au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation, le défrichage et le décapage seront réalisés de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Il sera réalisé lors de la première phase quinquennale d'exploitation.

L'horizon humifère et les stériles seront stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. La terre végétale, stockée sur une hauteur n'excédant pas 50 cm ou 2 m si elle est réutilisée dans un délai inférieur à 2 ans, sera obligatoirement maintenue sur le site et sa commercialisation est interdite.

Les coupes d'arbres et d'arbustes seront effectuées de fin septembre à fin janvier avec un commencement des travaux entre fin septembre et début novembre uniquement.

3. Conduite de l'exploitation

L'exploitation sera menée à ciel ouvert à l'aide de tirs de mines verticales. Elle comporte les opérations suivantes :

- décapage des matériaux de découverte (terre végétale et stériles) durant uniquement la première phase quinquennale d'exploitation. Ces travaux seront réalisés durant la même période que le défrichage,
- transport et remise en place de ces matériaux dans les zones à réaménager,
- abattage de la roche à l'explosif,
- traitement des matériaux sur place et évacuation vers les lieux de stockage.

La parcelle n°631 ne fera l'objet d'aucune activité liée au fonctionnement de la carrière, le terrain restera en l'état.

Durant la première phase quinquennale, l'exploitant achèvera l'extraction de matériaux sur la parcelle n°187 jusqu'à la cote finale de 665 m NGF. Durant cette phase les stériles d'exploitation seront mis en talus sur les parcelles n° 185 et 186 jusqu'à la cote 720 m NGF. La remise en état à vocation paysagère et écologique du stockage de stériles sera effectuée progressivement. Les eaux de ruissellement de cette plate-forme de stériles seront dirigées vers le bassin « eaux claires » cité à l'article 2.3.3 du présent arrêté.

L'exploitation en « dent creuse » à partir de la parcelle n° 177 au nord-ouest du site débutera durant la seconde phase quinquennale et se poursuivra jusqu'à l'échéance de l'autorisation.

Le carreau de la nouvelle fosse d'exploitation ne pourra être inférieur à la cote 650 m NGF.

L'ensemble des stériles d'exploitation, non utilisés pour le réaménagement final :

- sera mis en talus sur la parcelle n°273 jusqu'à la cote 720 m NGF. La remise en état progressive de cette parcelle sera achevée avant le démarrage de la phase 3.
- servira à combler la fosse d'extraction sur la parcelle n°187.

Pour accéder à la parcelle n°273, des panneaux indiquant la sortie d'engins devront être apposés sur la voirie afin d'en informer les utilisateurs de la présence éventuelle d'engins sur cette chaussée. Le pétitionnaire prendra l'attache du gestionnaire de cette voirie afin d'obtenir l'autorisation d'y implanter ces panneaux et de participer au nettoyage de cette dernière au travers d'une convention signée entre les deux parties.

Aucun déchet inerte, provenant de l'extérieur du site, ne peut être utilisé pour la remise en état ou pour le comblement de la fosse d'extraction.

L'extraction du front de taille de la carrière sera conduite par paliers d'une hauteur de 15 m maximum avec des banquettes de 10 m de large. L'inclinaison des fronts sera comprise entre 60° et 70°.

L'abattage de matériaux sera réalisé conformément aux arrêtés préfectoraux portant autorisation de consommer des explosifs dès réception en cours de validité. La charge d'explosif unitaire sera inférieure ou égale à 160 kg, en fonction de la distance par rapport aux maisons d'habitation. Les tirs devront être orientés de manière à éviter toute projection à l'extérieur du site.

Chaque front sera purgé après un tir et le sous-cavage est interdit.

Les pistes et les plates-formes présenteront des dimensions suffisantes pour assurer la sécurité lors de l'évolution des engins.

Les matériaux seront repris au pied des fronts puis dirigés vers les installations en vue de leurs traitements.

Les travaux d'aménagement de la plate-forme technique seront réalisés en période estivale. Les pistes et la plate-forme seront régulièrement entretenues et nivelées pour limiter la formation de mares temporaires et d'ornières, notamment en période printanière.

Des ornières et mares temporaires seront créées sur les zones aménagées au fur et à mesure du réaménagement coordonné. Les fossés de gestion des eaux le long des pistes seront identifiés par des blocs pour éviter tout roulage d'engins.

Les travaux d'exploitation et de réaménagement sont menés de manière coordonnée.

En cas de développement de plantes invasives, les plants seront supprimés manuellement ou mécaniquement, tout en limitant le recours à l'emploi de produits phytosanitaires.

4. La remise en état

L'exploitant est tenu de remettre en état les lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature, inhérentes à l'exploitation, en respectant les surfaces et l'échéancier prévus dans le calcul des garanties financières (art. 1.10) et les principes décrits dans l'étude d'impact.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les zones abandonnées de la carrière ou celles jugées non nécessaires à la poursuite de l'exploitation devront être remises en état en respectant la spécificité du site et l'environnement paysager préexistant.

Indépendamment des dispositions spécifiques de l'arrêté préfectoral du 9 février 2017 concernant la destruction et la capture-relâcher sur place de spécimens d'Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*) et de Crapaud calamite (*Bufo calamita*) dans le cadre de l'exploitation d'une carrière sur la commune de Lignareix, les orientations prises en matière de réaménagement auront pour vocations principales :

- une vocation d'insertion paysagère avec :
 - la création d'un plan d'eau d'environ 3 ha, lié au remplissage d'une partie de la fosse par les eaux pluviales de ruissellement,
 - la conservation des deux bassins de décantation,
 - la stabilisation et la végétalisation des fronts mais aussi de la plate-forme de stockage des remblais.
- une vocation écologique avec la création de nouveaux habitat : rupestres et zones humides.

En fin d'exploitation, la largeur des banquettes pourra être ramenée à 4 m lors du dernier tir avant réaménagement, à la condition de ne pas nuire à la stabilité de l'ensemble du front de taille.

Les plate-formes de stockage de remblais (stériles) ou verse seront végétalisés rapidement. Des plantations de conifères et de Douglas assureront une continuité avec le massif boisé.

La circulation des engins sur les banquettes dont la largeur sera de 4 m minimum ne sera utilisée que pour des opérations de réaménagement.

Les talus créés dans le cadre de la remise en état seront réalisés de manière à assurer leur stabilité à long terme et recouvrement végétal sur toute leur surface.

Les surfaces sur lesquelles les terres de découvertes ou les horizons humifères auront été remis en place ne devront plus être parcourues par les engins de chantier.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

L'exploitant notifiera au préfet la fin de l'exploitation de la carrière au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation. Cette notification sera accompagnée des pièces prévues à l'article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, soit :

- le plan à jour de l'installation (accompagné si possible de photographies),
- le plan prévisionnel de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site portant sur la totalité des surfaces exploitées depuis l'origine, accompagné d'un plan de la remise en état effectivement réalisée pour l'ensemble du site.

L'achèvement de l'ensemble des opérations de remise en état devra être effectif à la date d'expiration de l'autorisation d'exploiter ou 6 mois après l'arrêt anticipé des travaux d'extraction, excepté si l'exploitant dépose en préfecture un nouveau dossier de demande d'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation du site.

ARTICLE 1.9 - DISTANCES DE SECURITE ET ZONES DE PROTECTION

1. Le bord de l'excavation sera maintenu à une distance horizontale des limites parcellaires de l'autorisation telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.
2. Les bords des verses à stériles devront être situés à 10 m minimum des limites parcellaires de l'autorisation.
3. L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation (notamment les fronts) est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

ARTICLE 1.10 - GARANTIES FINANCIERES

A chaque période d'exploitation correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état pour les six prochaines périodes est donné dans le tableau suivant :

Phases d'exploitation	Montant en € TTC
2016-2021	266 919
2021-2026	365 680
2026-2031	317 820
2031-2036	317 736
2036-2041	320 014
2041-2046	347 025

L'exploitant adresse au préfet le document établissant la constitution des nouvelles garanties financières dans un délai de 2 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Ce document devra être conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP 01.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation suivante :

$$C_n = C_R \frac{Index_n}{Index_R} \cdot \frac{1 + TVA_n}{1 + TVAR}$$

où :

1. CR : le montant de référence des garanties financières.
2. Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.
3. Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
4. IndexR : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.
5. TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
6. TVAR : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en juillet 2014, soit 700,4.
Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des coûts de réaménagement est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Il sera fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du code de l'environnement.

Après achèvement de la remise en état et consultation du maire, le préfet fixe, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R.512-31 du code de l'environnement, la date de levée de l'obligation de garanties financières. Une copie de cet arrêté est adressée à l'établissement garant.

TITRE 2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES

ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS GENERALES

La carrière, les installations de traitement des matériaux fixes, les verses à stériles et les stocks de matériaux sont exploités et remis en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit et l'impact visuel.

L'ensemble du site d'exploitation et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé doit être réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le code de la route.

ARTICLE 2.2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

1. Le ravitaillement des engins de chantier se fait sur une aire étanche reliée à un déshuileur.
2. L'entretien courant et les petites réparations des engins utilisés sur la carrière seront réalisés sur une aire étanche prévue à cet effet, sous réserve qu'elle soit raccordée à un séparateur à hydrocarbures. Les rejets seront dirigés vers les eaux de recyclage du bassin de pompage alimentant l'installation de traitement des matériaux.
3. Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être, soit réutilisés dans des conditions n'engendrant pas une pollution des sols, soit éliminés comme les déchets dans une installation classée dûment autorisée à ce titre.
4. Le stationnement des engins de chantier, en dehors des heures d'ouverture est réalisé sur une aire étanche répondant aux prescriptions citées ci-avant.
5. Des kits d'intervention à utiliser en cas de pollution par hydrocarbures seront constamment disponibles sur la carrière.
6. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :
 - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
 - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
 - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
7. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

ARTICLE 2.3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

1. Prélèvement et consommation d'eau

Le site est raccordé au réseau d'adduction publique.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Les eaux utilisées pour l'extinction incendie seront pompées principalement dans le bassin « d'eaux claires » présent sur la carrière.

L'eau nécessaire à l'arrosage des pistes et des sources d'émission de poussières en période sèche, sera prélevée exclusivement dans le bassin « d'eaux claires ».

2. Modalités de rejet

Tout rejet d'eau dans le milieu à l'extérieur de l'emprise de la carrière est interdit.

3. Bassins d'eau

3.1 - Eaux de ruissellement sur la carrière

L'ensemble des eaux pluviales ruisselant sur les zones en chantier et la plate-forme technique ainsi que l'ensemble des eaux de lavage sont collectées par gravité dans le bassin « amont » de décantation d'une capacité minimale de 200 m³. Les eaux sont ensuite canalisées en direction du bassin « eaux claires » qui ne dispose pas d'exutoire vers le milieu naturel.

Un second bassin de décantation de 150 m³, divisé en 3 casiers, sera à mettre en service avant la mise en fonctionnement de la nouvelle unité de lavage des sables. Ce système permettra un fonctionnement en circuit fermé. L'appoint sera réalisé à partir du bassin « d'eaux claires ».

Un pompage de la fosse d'extraction pourra être nécessaire au cours d'épisodes pluvieux importants afin de permettre l'exploitation du gisement hors d'eau. Ces eaux seront rejetées par pompage dans le bassin « d'eaux claires ».

3.2 - Assainissement

Les dispositifs d'assainissement non collectifs des eaux sanitaires doivent être conformes à l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 et entretenus régulièrement.

3.3 - Concentrations

Les eaux stockées dans le bassin « d'eaux claires » doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites
- Ph	compris entre 5,5 et 8,5
- Température	< 30°C
- MEST (Norme NF T 90 105)	< 35 mg/l
- DCO sur effluent non décanté (Norme NF T 90 101)	< 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux (Norme NF T 90 114)	< 5 mg/l

3.4 - Contrôle des rejets

Sans objet – pas de rejet dans le milieu naturel à partir du bassin « d'eaux claires ».

ARTICLE 2.4 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

- L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, en particulier :
 - Les aires de chargement et les pistes de circulation doivent être arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.
 - Lorsque les conditions climatiques le justifieront, les stockages seront arrosés ou traités par tout procédé d'efficacité équivalente.

2. Les postes de l'installation de traitement des matériaux susceptibles de constituer des sources d'émissions de poussières importantes (concasseur, cribles, convoyeurs, ...) doivent être équipés, en tant que besoin, de l'un des dispositifs suivants :
 - capotage complet retenant les poussières aux points d'émission,
 - aspiration des poussières,
 - pulvérisation d'eau assurant le confinement des poussières.

Ces dispositifs doivent être conçus et exploités de telle manière qu'ils ne laissent pas subsister d'émissions de poussières visibles. Ils doivent être correctement entretenus.

3. L'inspection des installations classées pourra, aux frais de l'exploitant, imposer la réalisation d'une surveillance des émissions de poussières, conforme aux articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié .
L'exploitant transmettra les résultats de ces mesures accompagnés de tout commentaire explicatif à l'inspection des installations classées.
4. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publique, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments.
5. La vitesse de circulation dans l'enceinte du site est limitée à 20 km/h.
6. Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE 2.5 - PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS

1. Principes

L'exploitation doit être menée et les installations doivent être construites, équipées et exploitées de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de porter atteinte à la santé et la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées.

Ces émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup. à 35 dB(A) et inf. ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté du 23/01/97 (J.O. du 27/03/97).

Les zones à émergence réglementée à contrôler sont, au minimum, celles figurants au dossier de demande d'autorisation, et plus particulièrement les stations 1 « Les combes », 2 « Village Linarzeix et 4 « Les Plats ».

2. Niveaux sonores

L'exploitant doit réaliser dans un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, à ses frais, des mesures des niveaux d'émission sonore de l'établissement par une personne ou un organisme qualifié.

Ces mesures sont renouvelées au plus tard tous les 3 ans après la première mesure et, le cas échéant, à la demande de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveau de bruit en limite de propriété) sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation, avec les commentaires et les éventuelles propositions de l'exploitant.

3. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

4. Alarmes

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention, au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

L'exploitant équipera les engins de la carrière d'avertisseur sonore de recul de dernière génération au fur et à mesure du remplacement des engins ou lors de la réparation des systèmes en place.

5. Vibrations

5.1 Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les habitations avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

5.2 La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Un contrôle du niveau des vibrations sera effectué lors du premier tir après la signature du présent arrêté. Les résultats seront transmis, accompagnés de commentaires, à l'inspection des installations classées.

Cette campagne de mesures est renouvelée tous les 2 ans, et le cas échéant, à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 - DECHETS

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés sur site sur une surface étanche.

L'exploitant élimine ou fait éliminer ensuite ces déchets produits ou découverts sur le site, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

ARTICLE 2.7 - TRANSPORT

Le transport des matériaux se fera par voie routière.

L'exploitant s'assurera du respect des règles de conduite sur le carreau de sa carrière.

Il assurera un contrôle des conditions de chargement des véhicules et prendra les mesures pour éviter tout déversement de matériaux sur la chaussée lors du transport (limitation du chargement si nécessaire) y compris auprès des véhicules extérieurs à l'entreprise dont les chauffeurs seront informés des conditions de circulation sur la voie publique.

Les poids lourds transportant des sables fins d'une granulométrie inférieure ou égale à 5 mm devront être bâchés avant de quitter la carrière.

TITRE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A L'HYGIENE

ARTICLE 3.1 - CIRCULATION DES VEHICULES

Les pistes de circulation feront l'objet d'un entretien régulier. Leur pente est limitée à 20 %. Elles seront munies de levées de matériaux ou de dispositif équivalent en bordure des talus qu'elles surplombent.

ARTICLE 3.2 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

1. Principes généraux

Les installations doivent être pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et judicieusement répartis. Ceux-ci doivent être conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être initié à leur utilisation et entraîné périodiquement à la lutte contre l'incendie.

Les installations doivent être implantées et aménagées de manière à pouvoir être facilement accessibles en toutes circonstances par les services de secours.

Les consignes « incendie », établies par l'exploitant, ainsi que les numéros de téléphones des services de secours et du SAMU doivent être affichés bien en évidence près des téléphones et les dispositions de sécurité du code du travail doivent être respectées, notamment les moyens internes de secours, le désenfumage et l'évacuation des locaux.

2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire à la réglementation en vigueur.

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement conformément à la réglementation en vigueur.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'inspection des installations classées.

3. Connaissance des produits – Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4. Moyens de secours contre l'incendie

Les installations de traitement des matériaux ainsi que les locaux sociaux, bureaux et magasins devront comporter un nombre suffisant de façades accessibles aux moyens de secours par une voie engin stabilisée d'une largeur minimale de 3 m raccordée à la voie publique.

La défense contre l'incendie de l'établissement doit être assurée par un volume de 60 m³. Le volume d'eau requis sera fourni :

- soit par une ou plusieurs réserves d'incendie aménagées sur le carreau de la carrière, d'une capacité totale minimale de 60 m³,
- soit par un poteau incendie alimenté par un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins une heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil.

La réserve d'incendie doit être maintenue pleine en permanence grâce à un dispositif de réalimentation ou surdimensionnée afin de garantir la permanence d'un volume utile minimum de 60 m³. Cette réserve d'eau doit pouvoir être utilisée quelles que soient les conditions climatiques.

Le point d'eau est relié à la voie publique par une voie stabilisée de 3 m de large utilisable en tout temps. Si la distance à parcourir est supérieure à 10 m et que la voie se termine en impasse, une aire de retournement doit être prévue.

L'utilisation de la réserve d'eau se fait à partir d'une plate-forme stabilisée permettant le stationnement et la mise en œuvre d'un engin pompe tout en maintenant la circulation de poids lourds sur une voie au moins. Cette plate-forme doit être signalée conformément aux normes en vigueur et le stationnement doit y être interdit par arrêté de l'autorité de police territorialement compétente ou par le responsable de l'exploitation.

Les dispositifs et aménagements destinés à fournir l'eau nécessaire à la lutte contre les incendies doivent faire l'objet de vérification et entretiens périodiques, réalisés par leur propriétaire, afin de garantir leur accessibilité et leur disponibilité permanente.

Le système de défense contre l'incendie cité ci-dessus sera complété par des moyens de secours appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment par :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux et des installations facilitant l'intervention des services de secours et d'incendie.

L'exploitant mettra en œuvre tous les moyens pour piéger sur son site l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie, environ 60 m³ (intempéries comprises). Ces eaux ne pourront pas être rejetées dans le milieu naturel et devront être traitées conformément à l'article 2.6 « déchets » du présent arrêté.

ARTICLE 3.3 - INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX, RUBRIQUE 2515

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au titre 2 du présent arrêté,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, relatives aux prescriptions applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des ICPE, sont remplacées par les dispositions du présent arrêté préfectoral hormis pour le chapitre VI : Bruit et vibrations article 47 à 51.

ARTICLE 3.4 - STOCKAGE DE MATÉRIAUX TRAITÉS ET DE STÉRILES

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envois de poussières. En cas d'impossibilité de stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées de manière à prévenir les envois de poussières.

Les véhicules sortant de la carrière n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voiries de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules sont prévues en cas de besoin. Les eaux devront être récupérées dans le bassin amont cité à l'article 2.3.3 du présent arrêté.

ARTICLE 3.5 - DÉPÔT D'HYDROCARBURES ET INSTALLATION DE REMPLISSAGE OU DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES

L'installation sera équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Elle sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes. Ces récipients seront fermés et devront porter en caractère lisible la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu et sera muni de la rétention prévue à l'article 2.2.6 du présent arrêté.

Les appareils de distribution devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 m de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Ils seront installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

TITRE 4 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 4.1 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Des prescriptions complémentaires peuvent à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 4.2 - MODIFICATIONS

1. Conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement susvisé, tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
2. Conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement susvisé, le nouvel exploitant ou son représentant doit demander l'autorisation de changement d'exploitant. Cette demande, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant, la constitution de garanties financières et l'attestation du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, est adressée au préfet.

ARTICLE 4.3 - AUTRES REGLEMENTS

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à la législation en vigueur concernant :

- les découvertes fortuites qui sont régies par la loi du 27 septembre 1941 et notamment son article 14,
- la contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales qui est réglementée par le code de la voirie routière et notamment les articles L.131-8, L.141-9 et L.113-1.

ARTICLE 4.4 - SANCTIONS

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, le titulaire de la présente autorisation s'expose aux sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 4.5 - NOTIFICATION – COPIE

Le présent arrêté est notifié à la société Farges Matériaux et Carrières par la voie administrative. Une copie est adressée :

- à la mairie de Lignareix ;
- au groupement de gendarmerie de la Corrèze ;
- à la direction départementale des territoires ;
- au service départemental d'incendie et de secours ;
- au service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- à la direction régionale des affaires culturelles ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité,
- à l'Inspection des Installations Classées de l'unité départementale de la Corrèze de la DREAL Nouvelle-Aquitaine à Brive-la-Gaillarde.

ARTICLE 4.6 - RECOURS

Le destinataire du présent arrêté peut contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique.

Il peut également saisir le Tribunal Administratif de Limoges d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 4.7 - INFORMATION DES TIERS

Il sera fait application des dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement susvisé pour l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de Lignareix où elle pourra être consultée. Un extrait y sera affiché pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins de M. le Maire de Lignareix.
- Ce même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Corrèze.

ARTICLE 4.8 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement d'Ussel, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine et l'Inspecteur des Installations Classées de l'Unité Départementale de la Corrèze de la DREAL à Brive-la-Gaillarde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 09 FEV. 2017
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Eric Zabouraeff

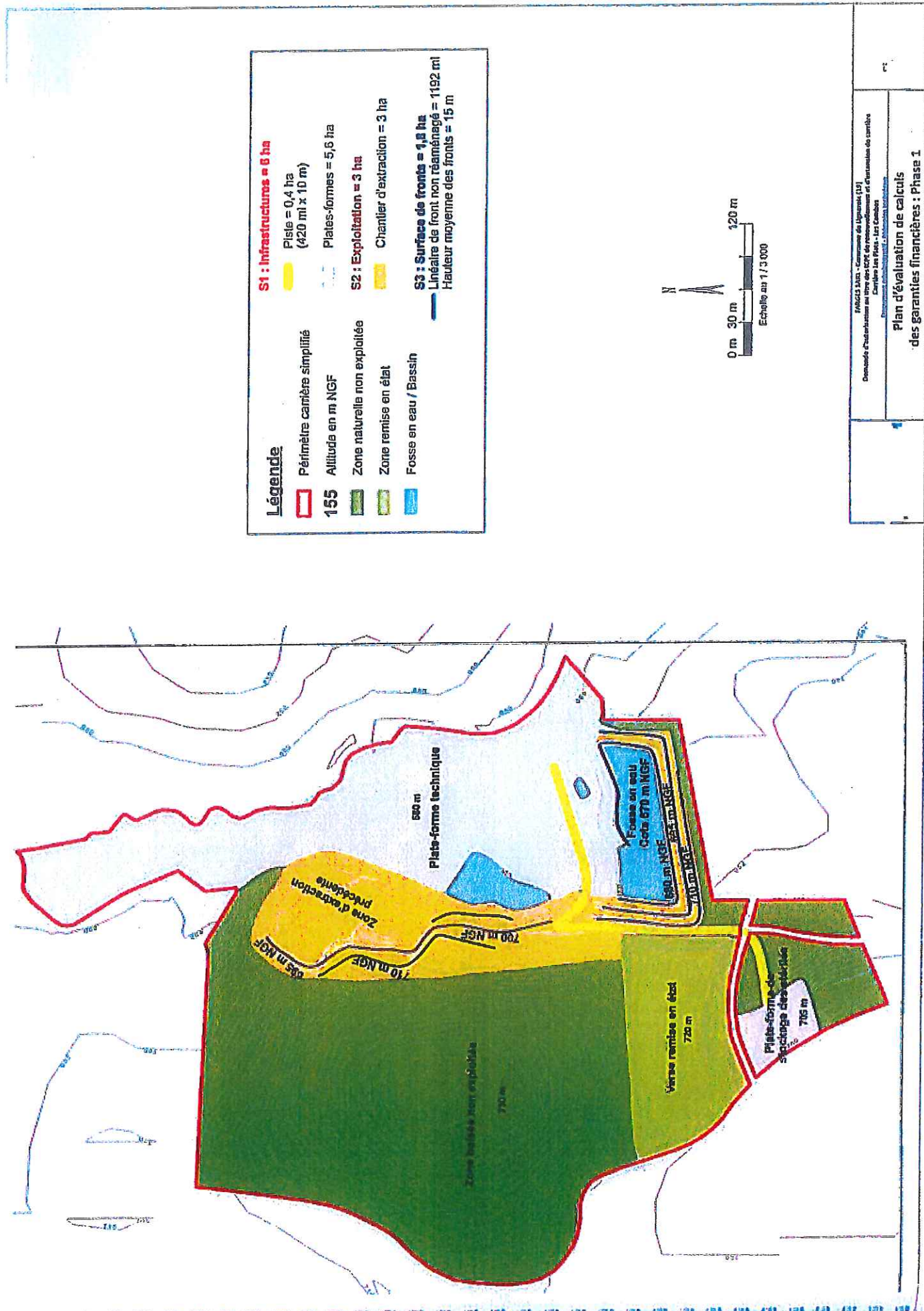
LISTE DES ARTICLES

TITRE 1 - DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION.....	2
ARTICLE 1.1 - AUTORISATION.....	2
ARTICLE 1.2 - RUBRIQUES VISEES.....	3
ARTICLE 1.3 - DECLARATIONS.....	3
ARTICLE 1.4 - CONTROLES ET ANALYSES.....	3
ARTICLE 1.5 - DOSSIER.....	3
ARTICLE 1.6 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS DE SUIVI.....	4
1.6.1 Principaux contrôles à effectuer.....	4
1.6.2 Principaux documents à transmettre.....	4
EXPLOITATION.....	4
ARTICLE 1.7 - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.....	4
ARTICLE 1.8 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	5
ARTICLE 1.9 - DISTANCES DE SECURITE ET ZONES DE PROTECTION.....	7
ARTICLE 1.10 - GARANTIES FINANCIERES.....	7
TITRE 2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES.....	8
ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	8
ARTICLE 2.2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	8
ARTICLE 2.3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.....	9
ARTICLE 2.4 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	10
ARTICLE 2.5 - PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS.....	10
ARTICLE 2.6 - DECHETS.....	11
ARTICLE 2.7 - TRANSPORT.....	12
TITRE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A L'HYGIENE.....	12
ARTICLE 3.1 - CIRCULATION DES VEHICULES.....	12
ARTICLE 3.2 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION.....	12
ARTICLE 3.3 - INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX, RUBRIQUE 2515.....	13
ARTICLE 3.4 - STOCKAGE DE MATÉRIAUX TRAITÉS ET DE STÉRILES.....	13
ARTICLE 3.5 - DÉPÔT D'HYDROCARBURES ET INSTALLATION DE REMPLISSAGE OU DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES.....	14
TITRE 4 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	14
ARTICLE 4.1 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES.....	14
ARTICLE 4.2 - MODIFICATIONS.....	14
ARTICLE 4.3 - AUTRES REGLEMENTS.....	14
ARTICLE 4.4 - SANCTIONS.....	14
ARTICLE 4.5 - NOTIFICATION – COPIE.....	15
ARTICLE 4.6 - RECOURS.....	15
ARTICLE 4.7 - INFORMATION DES TIERS.....	15
ARTICLE 4.8 - EXECUTION.....	15

ANNEXE I

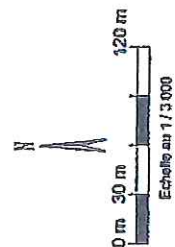
Commune	Lieu-dit	Section	N° de la parcelle	Surface parcelaire en m²	Surface demandée en m²
renouvellement					
Lignareix	Les Combes	B	177	13795	13795
	Les Combes		178	5250	5250
	Les Combes		179	23475	23475
	Les Combes		180	13020	13020
	Les Combes		186	9410	9410
	Les Combes		197	12620	12620
	Les Combes		198	5448	5448
	Les Combes		199	1674	1674
	Les Combes		201	4457	4457
	Les Combes		202	5578	5578
	Les Combes		205	4020	4020
	Les Combes		626	3274	3274
	Les Combes		628	2481	2481
	Les Combes		629	7769	7769
	Les Plats		631	20125	20125
	Les Combes		641	1375	1375
	Les Combes		644	3448	3448
	Les Combes		647	11637	11637
	Les Combes		653	1517	1517
	Les Combes		655	1328	1328
Les Combes	656	868	868		
Les Combes	723	588	588		
Les Combes	724	712	712		
Superficie renouvellement					153067

Commune	Lieu-dit	Section	N° de la parcelle	Surface parcelaire en m²	Surface demandée en m²
Extension					
Lignareix	Les Plats	B	249	1820	1820
	Les Plats		250	2140	2140
	Les Combes		474	410	410
	Les Combes		852	883	883
	Les Combes		654	192	192
	Les Combes		646	5883	5883
	Les Combes		645	5078	5078
	Les Combes		184	21080	21080
	Les Combes		187	15600	15600
	Les Combes		158	270	270
	Les Combes		272	2550	2550
	Les Combes		273	11830	11830
	Les Combes		192	1920	1920
	Les Combes		195	3080	3080
	Les Combes		200	3066	3066
	Les Combes		185	18670	18670
Les Combes	186	420	420		
Superficie extension					94892
Superficie totale					248759



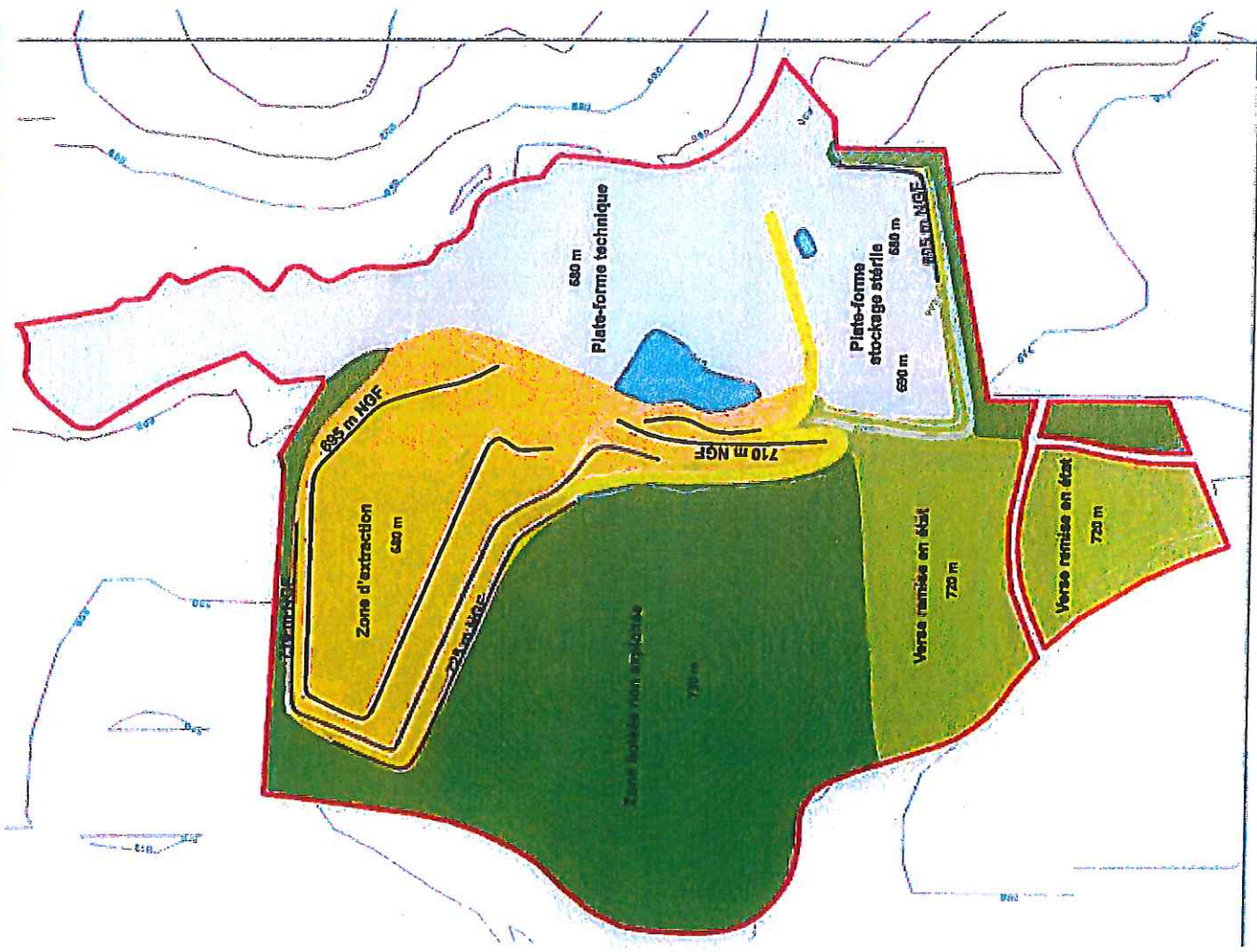
Légende

	Périmètre camière simplifié		S1 : Infrastructures = 6 ha
155	Altitude en m NGF		Piste = 0,4 ha (420 m x 10 m)
	Zone naturelle non exploitée		Plates-formes = 5,6 ha
	Zone remise en état		S2 : Exploitation = 3 ha
	Fosse en eau / Bassin		Chantier d'extraction = 3 ha
			S3 : Surface de fronts = 1,8 ha
			Linéaire de front non réaménagé = 1192 m
			Hauteur moyenne des fronts = 15 m



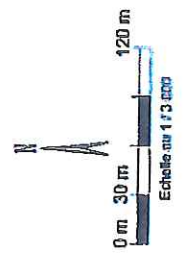
INAGCS SAUV - Communauté de l'agglomération (CA)
Demande d'urbanisation au titre des CUP de réaménagement et d'extension de carrière
Carrière Les Plans - Les Cambons
Direction d'urbanisme - Département de la Mayenne

Plan d'évaluation de calculs
des garanties financières : Phase 1



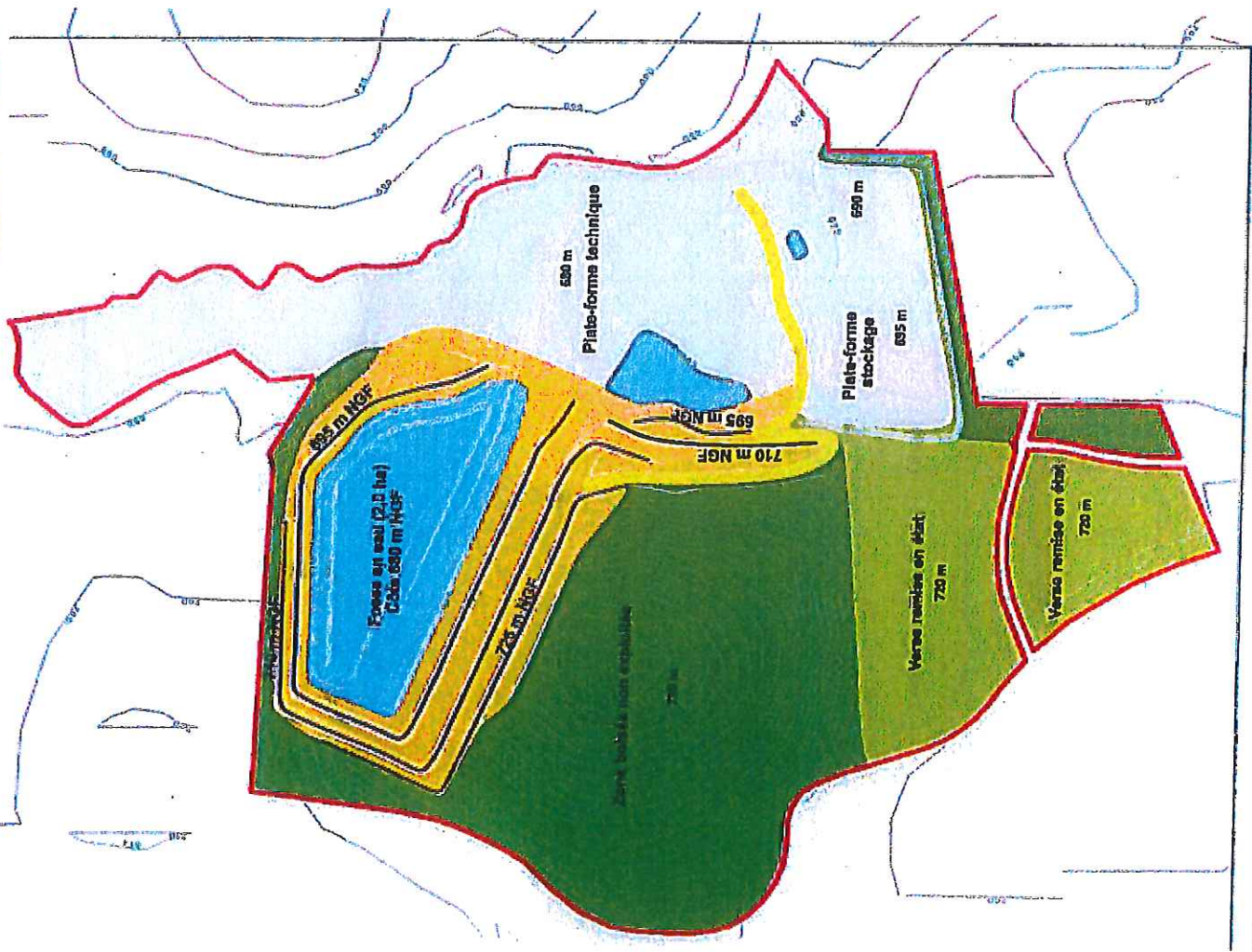
Légende

	Périmètre camère simplifié		S1 : Infrastructures = 6,7 ha
	155 Altitude en m NGF		Piste = 0,4 ha (400 m x 10 m)
	Zone naturelle non exploitée		Plates-formes = 6,3 ha
	Zone remise en état		S2 : Exploitation = 4,5 ha
	Bassin		Chantier d'extraction = 4,5 ha
			S3 : Surface de fronts = 3 ha
			Linéaire de front non réaménagé = 2000 m Hauteur moyenne des fronts = 15 m



(ARCEC 244) - Compagnie de Ligneries (SL)
 Direction d'activités et de services
 Direction des opérations et d'investissement de surface
 Direction des opérations et d'investissement de surface

**Plan d'évaluation de calculs
 des garanties financières : Phase 2**



Légende

- Périmètre carrière simplifié
- 155 Altitude en m NGF
- Zone naturelle non exploitée
- Zone remise en état
- Bassin

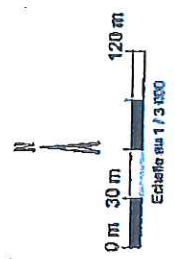
S1 : Infrastructures = 6,9 ha

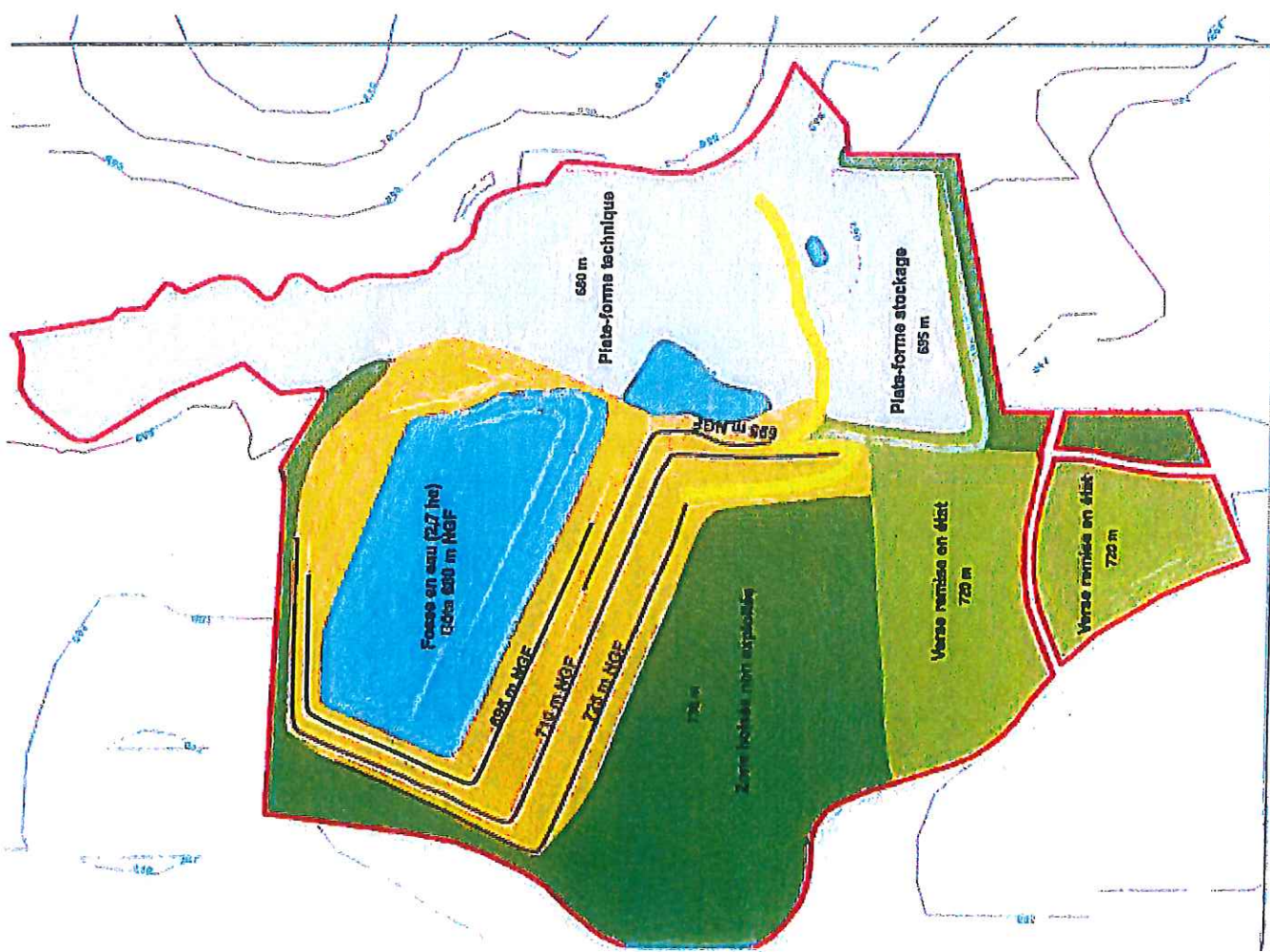
- Piste = 0,4 ha (400 ml x 10 m)
- Plates-formes = 6,5 ha

S2 : Exploitation = 3,5 ha

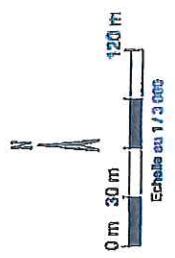
- Chantier d'extraction = 3,5 ha

S3 : Surface de fronts = 2,5 ha
 Linéaire de front non réaménagé = 1700 ml
 Hauteur moyenne des fronts = 15 m





Légende	
	Périmètre carrière simplifié
	155 Altitude en m MGF
	Zone naturelles non exploitées
	Zone remise en état
	Fosse en eau / Bassin
	S1 : Infrastructures = 6,8 ha
	Pisier = 0,4 ha (400 m ² x 10 m)
	Plates-formes = 6,4 ha
	S2 : Exploitation = 4,3 ha
	Chantier d'extraction = 4,3 ha
	S3 : Surface de fronts = 2,4 ha
	Linéaire de front non réaménagé = 1600 m ²
	Hauteur moyenne des fronts = 15 m



1/30000 SUIZ - Carte de la Région de la Vallée
 Demande d'autorisation de travaux de construction et d'entretien de carrières
 Carrière Les Miroirs - Canton de Fribourg

Plan d'évaluation de calculs
 des garanties financières : Phase 6

